

mise en valeur de nouvelles sources énergétiques.

Un groupe de haut niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), composé de représentants de nos pays et de la Commission de la Communauté économique européenne (CEE) analysera périodiquement les résultats obtenus. De légers ajustements seront permis pour tenir compte de besoins spéciaux attribuables à la croissance...

Nous convenons de l'importance de maintenir les prix intérieurs du pétrole au niveau des cours mondiaux ou de les hausser à ce niveau dès que possible...

Mise en valeur d'autres sources d'énergie

Nous engageons nos pays à accroître autant que possible l'utilisation, la production et le commerce du charbon en autant que cela ne nuise pas à l'environnement. Nous nous efforcerons de substituer le charbon au pétrole dans les secteurs industriel et électrique, d'encourager l'amélioration du transport du charbon et de maintenir une attitude positive à l'égard du financement des projets charbonniers. Nous nous engageons à ne pas interrompre le commerce de charbon dans le cadre de contrats à long terme, sauf en cas d'urgence nationale, et à maintenir, par des mesures qui ne nuisent pas aux importations de charbon, les niveaux de production charbonnière intérieure qui sont souhaitables pour des raisons de politique énergétique, régionale et sociale.

Nous devons faire un meilleur emploi des nouvelles sources d'énergie, et plus particulièrement de celles qui nous aideront à enrayer la pollution, notamment du point de vue de l'augmentation des niveaux d'anhydride carbonique et d'oxyde sulfureux dans l'atmosphère. La croissance de l'économie et du niveau de l'emploi sera difficile à obtenir s'il n'y a pas expansion de notre capacité de production d'électricité nucléaire dans les prochaines décennies. Cette expansion doit se faire dans des conditions garantissant la sécurité de nos populations, ce à quoi nous nous engageons à coopérer. L'Agence internationale de l'énergie atomique peut jouer un rôle clé à cet égard.

Nous réaffirmons l'entente à laquelle nous étions parvenus au Sommet de Bonn en ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement en combustibles nucléaires et la minimisation des risques de prolifération nucléaire.

Déclaration du premier ministre du Canada

Le Sommet, qui portait principalement sur l'énergie, a revêtu une importance particulière pour le Canada, pays à la fois importateur et producteur de pétrole, a déclaré le premier ministre du Canada, M. Joe Clark, lors d'une conférence de presse donnée à Tokyo le 29 juin.

M. Clark a précisé que son gouvernement mettrait en place un vigoureux programme de conservation de l'énergie. "Une grande économie de pétrole est possible grâce à une meilleure isolation des maisons, une plus grande efficacité dans le transport et un usage plus efficace de l'énergie dans les édifices commerciaux et le secteur manufacturier", a-t-il ajouté.

Le premier ministre a rappelé son objectif qui est d'arriver à ce que, en 1990, le Canada ne dépende plus des importations dans le domaine de l'énergie. Pour cela, a-t-il dit, il faut "accroître la mise en valeur des ressources énergétiques du Canada". Cependant, a-t-il souligné "au Canada, la plupart des ressources appartiennent aux provinces et... c'est seulement grâce à la coopération et à la coordination des politiques fédérale et provinciales que l'on atteindra une utilisation optimale des ressources énergétiques".

M. Clark a évoqué la possibilité d'une augmentation du prix du pétrole au Canada, prix qui est fort en deça de celui des autres pays.

Soulevant la question des réfugiés indochinois, M. Clark a dénoncé "les violations importantes et persistantes des droits de l'homme dans cette région, notamment au Viet-Nam". Notons que le Canada a déjà augmenté le nombre de réfugiés qu'il admettra en 1979.



CP Laserphoto

M. Clark et Mlle MacDonald pendant un moment de détente en compagnie de l'ambassadeur du Canada au Japon, M. Bruce Rankin.

Les nouvelles technologies énergétiques sont capitales si nous voulons à plus long terme libérer le monde des crises énergétiques. Il faudra d'importantes ressources publiques et privées pour la mise au point et l'application de ces technologies. Nous veillerons à ce que ces ressources soient disponibles. Un groupe international des techniques énergétiques lié à l'OCDE, à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et à d'autres organismes internationaux intéressés sera créé pour

étudier les mesures que prend ou entend prendre chacun de nos pays et pour faire rapport sur la nécessité et les possibilités d'une collaboration internationale, y compris au niveau du financement...

Nous acceptons de faire davantage pour améliorer à long terme la productivité et la souplesse de nos économies. Il faudra peut-être de nouveaux stimulants à l'investissement, à la recherche et au développement, des mesures pour permettre au capital et à la main-d'oeuvre de se déplacer plus facilement vers de nouvelles industries, des politiques de réglementation qui évitent de freiner inutilement les investissements et la productivité, une réduction de la croissance de certaines dépenses courantes du secteur public ainsi que l'élimination des obstacles au mouvement international des biens et des capitaux...

Les accords conclus lors du Tokyo Round constituent une réussite importante. Nous nous engageons à les appliquer sans délai et fidèlement. Nous renouvelons notre ferme volonté de combattre le protectionnisme. Nous sommes déterminés à renforcer l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), à la fois comme mécanisme de surveillance de l'application des accords obtenus lors des Négociations commerciales multilatérales (NCM) et comme instrument de politique pour le maintien d'un régime

(suite à la page 8)